



CONCISE : RECOMMANDATIONS DU PANEL CITOYEN

Question posée / mandat de départ :

FACE A UN RISQUE D'EPIDEMIE DE MALADIES TRANSMISES PAR LES MOUSTIQUES TIGRES, QU'ATTENDEZ-VOUS DE VOTRE COMMUNE ET DES POUVOIRS PUBLICS ?

AVIS DU CONSEIL CITOYEN DU PROJET CONCISE

Nous, ayant participé à un conseil citoyen expérimental dans le cadre du projet Concises, réunis les 13, 14, 28 juin et le 6 octobre 2025, pensons que les stratégies doivent être conçues différemment avant, pendant et après la crise.

I. Avant la crise

1. Recommandons aux élus et aux associations de faire pression sur les pouvoirs publics afin d'encourager et financer la recherche sur les risques sanitaires liés aux moustiques ; il est spécifiquement demandé un contrôle rigoureux de la recherche privée. Nous insistons sur la nécessité de communiquer au public les résultats de ces recherches.
2. Demandons aux maires de former et sensibiliser les médecins et pharmaciens de la commune.
3. Invitons les maires à intégrer au plan de sauvegarde communal un plan dédié à la gestion des crises sanitaires à venir, dont celles générées par les moustiques tigres.
4. Demandons qu'une Réserve citoyenne soit créée par les collectivités, qui aura pour fonction d'informer, de sensibiliser et d'alerter les résidents. La Réserve citoyenne est composée de citoyens formés et connus de leurs voisins, qui ont été accrédités par la mairie pour intervenir chez les privés, en particulier sur les gîtes larvaires. La Réserve citoyenne sert d'intermédiaire entre démoustiqueurs et citoyens.
5. Afin de ne pas laisser toute la responsabilité aux seuls bénévoles, nous recommandons aux mairies de créer des emplois communaux dédiés aux problèmes et risques environnementaux, climatiques, et sanitaires, auxquels ils seront spécialement formés. Connaissant bien le territoire, ils agiront en coopération avec la Réserve citoyenne. Ces employés municipaux appliqueront avec la Réserve citoyenne un cahier de recommandations pour les usagers, répondront à un numéro d'appel dédié et effectueront la surveillance des gîtes larvaires dans les espaces publics. La Réserve citoyenne, connaissant bien le quartier, sera particulièrement chargée de sensibiliser le voisinage.
6. Recommandons à l'ARS de faire en sorte que les associations de médecins soient informées et formées à la problématique des maladies vectorielles, de manière à former les médecins généralistes.

II. Pendant la crise

7. Recommandons que la vaccination soit proposée mais pas rendue obligatoire par les autorités compétentes impliquant la mairie et la Réserve citoyenne, dans les quartiers et autour des foyers d'épidémie. Le Conseil Citoyen expérimental n'a pas suffisamment d'information sur les intérêts et les risques des vaccins ; il ne peut donc se prononcer sur l'obligation de vacciner et invite les pouvoirs publics à développer et diffuser les recherches sur ce point.

8. Proposons de formuler un projet de loi pour imposer, en particulier dans les aéroports, un diagnostic ou bilan médical pour les personnes en situation de retour de voyage, après un séjour dans des zones considérées comme infectées selon les normes de l'OMS.

9. Exigeons des pouvoirs publics d'utiliser des moyens écologiquement viables et disponibles pour décontaminer.

10. Demandons à l'ARS de proposer des consultations gratuites en cas d'apparition de symptômes critiques et de développer des antennes mobiles de diagnostic.

11. Recommandons que la Réserve citoyenne se déploie sur le territoire concerné par la crise, pour informer et intervenir en appui au service de décontamination, en demandant par ailleurs de prévoir en période de crise, comme pour les pompiers volontaires, une indemnité horaire de base pour les bénévoles de la Réserve citoyenne.

12. Recommandons que les citoyens de la Réserve citoyenne soient intégrés dans la cellule de crise préfectorale au moment du déclenchement d'une crise sanitaire.

III. Après la crise

13. Demandons qu'un bilan d'après crise soit réalisé par un comité national dont les membres sont issus de la recherche et des volontaires des Réserves citoyennes pour tirer les leçons de la crise et améliorer la lutte antivectorielle.

